

Lundi 24 juin 2013

## **Mondial de la contestation sociale : Et maintenant, le Brésil !**

« Une mer humaine, un déluge de pancartes et de banderoles » selon la presse : un million de personnes dans tout le Brésil jeudi dernier, 300 000 rien qu'à Rio de Janeiro. La répression policière s'est déchaînée à coups de matraque, de grenades lacrymogènes et de balles en caoutchouc, faisant des centaines de blessés.

Voilà presque deux semaines que le mouvement a commencé contre l'augmentation des tarifs des transports en commun, au moment même où des sommes colossales sont dépensées pour l'organisation de la Coupe Fifa et 15 milliards de dollars pour le Mondial de 2014. Alors que le salaire minimum brésilien équivaut à 240 €, que le salaire ouvrier moyen à Sao Paulo est d'environ le double, la dépense moyenne en transport est de 80 € par mois. Inabordable. Romario, ancien joueur de foot, champion du monde 1994 et actuel député fédéral, ne mâche pas ses mots : la Fifa (exemptée d'impôts par le gouvernement en avril 2010) « monte un cirque, ne dépense pas un centime et emporte tout ». Rivaldo,

champion du monde 2002, évoque la « honte de dépenser tant d'argent pour cette Coupe du monde et laisser les hôpitaux et les écoles dans des conditions précaires ». Des gouverneurs d'État et des maires ont dû reculer devant la mobilisation. Mais si les manifestants ont obtenu par endroits le retour à l'ancien tarif, un étudiant explique : « On ne peut pas s'arrêter là. Tout le monde sait que nos revendications dépassent le cadre du relèvement du tarif des transports. »

Le gouvernement « de gauche » commande des grands travaux qui profitent aux riches, corruption à la clé, et réserve aux pauvres expropriations, expulsions et hausses d'impôts. Malgré les promesses – d'ailleurs bidon – de la présidente Dilma Rousseff, samedi, le mouvement ne s'est pas essoufflé : des dizaines de milliers de manifestants dans plus de 100 villes. Il est soutenu par les trois quarts de la population, l'idée est lancée d'une grève générale le 1<sup>er</sup> juillet. De quoi semer la panique au gouvernement comme chez ses amis capitalistes. Et pas seulement au Brésil !

## **En France, une conférence antisociale :**

### **« Ce n'est pas dans les salons, qu'on obtiendra satisfaction ! »**

« Tout le monde s'emmerde, on trouve ça long » a déclaré Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, à propos de la « conférence sociale » qui a réuni, la semaine dernière, gouvernement, patronat et confédérations syndicales. Mais, pas plus que les autres dirigeants syndicaux, il n'a jugé bon de claquer la porte de cette grand-messe dont il n'y avait rien de bon à attendre pour les travailleurs...

Ne voulant pas rater une occasion de pérorer dans les salons, les différents invités y sont allés de leur couplet vantant les prétendus aspects positifs du « dialogue social » et de la méthode gouvernementale !

Et à l'arrivée ? D'un côté beaucoup de vent, de l'autre la confirmation d'une nouvelle offensive programmée contre les retraites. Et pour cet été, un nouveau round de « concertation » que le premier ministre espère « dense, riche et sincère » !

Une façon de nous lanterner alors qu'est déjà prévu un nouvel allongement de la durée de cotisation requise pour une retraite à taux plein. Ce serait, selon François Hollande, la mesure « la plus juste » ! Chacun sait pourtant que la principale conséquence en serait une baisse généralisée des pensions, dont le gouvernement envisage d'ailleurs la désindexation par rapport à l'inflation, comme c'est déjà le cas des retraites complémentaires. Une mesure « juste » ? Elle consisterait à redresser, sur le dos des actuels et futurs retraités, les comptes des caisses de retraite dont le déficit est dû au chômage massif et aux bas salaires ! Et cela ne suffirait même pas à contenter le Medef, qui continue à réclamer un nouveau report de l'âge d'ouverture des droits.

Au diable donc les « tables rondes » avec le patronat et le gouvernement ! C'est dans la lutte, tous ensemble, que les travailleurs se feront respecter.

**Française de Mécanique : nouvelle cible**

La Française de Mécanique qui produit les moteurs pour Renault et Peugeot a officialisé ses objectifs de 1 800 suppressions d'emploi d'ici 2016 pour soi-disant faire face à la chute des ventes automobile en Europe.

Tout comme à PSA, elle demande aux syndicats de travailler sur un plan de compétitivité. Car au-delà des 400 à 500 départs à la retraite d'ici 2016, c'est encore 700 à 800 salariés qu'elle cherchera à virer. Les travailleurs de la FM, avec ceux de PSA et d'ailleurs doivent se préparer à riposter.

**PSA Poissy : Colère en +**

Mardi 18 dernier, 73 salariés de PSA Poissy ont arrêté le travail pour protester contre l'heure supplémentaire après 20h. La direction ne voulait payer que la majoration pour compenser les H- des compteurs collectifs, soit 2 ou 3 €. Venus parfois de l'autre bout du site, des ouvriers et ouvrières des B1, B2 ou B3 se sont rassemblés au Montage, aux cris de « *La force des travailleurs c'est la grève* » et « *Le travail gratuit, on en veut pas !* ».

Voilà ce qui se passe quand on impose des rallongements d'horaire, parfois 48 heures avant. À force de jouer avec les nerfs et les vies privées, la colère pourrait bien se généraliser.

**Ceux de Saint-Ouen contre les H+ obligatoires...**

Mardi 11 juin matin, des ouvriers de PSA Saint-Ouen de quasiment tous les secteurs ont débrayé et se sont rassemblés à la cafétéria centrale. De même l'après-midi, une AG a eu lieu avec les ouvriers de l'emboutissage. Cela faisait déjà plusieurs jours que la colère montait au sujet des heures supplémentaires collectives obligatoires (H+). D'autant qu'entrées dans les compteurs, la direction ne comptait pas les payer. Mais elle a quand même dû reculer et supprimer les séances du mois de juillet. Comme l'ont dit les ouvriers : « *On ne va pas payer nos courses avec le compteur H+* ». Comme d'habitude c'est la grève qui a payé.

**... À PSA Valenciennes c'est pareil !**

Du 14 au 17 juin, les salariés de Valenciennes d'un secteur étaient en grève reconductible pour obtenir le volontariat sur le matin du samedi 22 juin que la direction voulait imposer. D'autres avaient déjà débrayé 15 jours plus tôt dans un autre secteur pour les mêmes raisons.

Avec une flexibilité accrue, une augmentation générale de 0 %, des accords compétitivité qui nous menacent tous : trop c'est trop !

**Mis à pied pour avoir voulu le soigner**

Un salarié de Sochaux vient d'être mis à pied six jours. Son crime ? Après un mois de douleurs dans des chaussures inadaptées fournies par la direction, il a fini par obtenir la prescription pour en changer, et a pensé

faire des heureux sur internet. Seulement voilà, la direction de Sochaux y piste régulièrement ses salariés et fouille des voitures à la sortie du site !

Pourtant la direction jette systématiquement les équipements utilisés. Pour la direction, ce serait la mise à pied éternel pour le vol quotidien de notre travail, de nos emplois et de nos vies !

**PSA n'hésite pas à tirer même sur les ambulances**

À Mulhouse la direction s'acharne sur les salariés handicapés : déjà deux licenciés en deux mois et un troisième est actuellement visé. PSA prétend qu'il est inapte à tous postes, sans prouver qu'elle a réellement cherché à lui en trouver un ! Il y a près de 8 000 postes à Mulhouse et il n'y en aurait aucun pour lui ?

PSA utilise tous les moyens pour supprimer des postes dans ses usines. À nous de rester solidaires et de ne pas laisser faire cette casse des travailleurs.

**PSA Poissy : un climat pourri... par la direction**

Jeudi dernier, pour se faire entendre, un intérimaire est monté sur une poutre métallique de 10 mètres de haut. Il en est redescendu 2 heures plus tard.

Subissant toutes les pressions, victime de propos racistes (« *Ici t'es en France, t'es pas en démocratie, t'es un arabe* »), de l'acharnement de sa hiérarchie, menacé de n'être plus repris en mission (« *T'es grillé à PSA, tu pourras plus jamais y remettre les pieds* »), la colère de ce père de famille n'a pas trouvé à s'exprimer autrement que par ce geste de désespoir. Entre les cadences, les horaires et certains chefs qui se comportent comme de petits dictateurs locaux, l'ambiance est à l'image de la politique de la direction.

Plus que jamais nous devons nous organiser et lutter tous ensemble, pour que plus personne, intérimaire ou embauché, ne se retrouve seul face à l'agressivité patronale.

**On n'est pas à une contradiction près...**

Les pourvoyeurs de bonnes idées de manque pas chez les capitalistes. Selon le cabinet Alix Partner's, pour pallier les surcapacités en Europe, dix usines de la taille de PSA Sochaux devraient fermer, rien que ça ! Dans son analyse, il cite sans rire comme causes de cette situation... le chômage des jeunes et les bas salaires ! Et ce sont ces gens, larbins du très gros patronat, qui prétendent nous sortir de la crise ?

**Crise ? vous avez dit crise ?**

D'un côté PSA ne cesse de pleurnicher chaque jour sur la chute des ventes automobiles en Europe pour appuyer sa politique de restructuration. De l'autre, elle se frotte les mains sur ses résultats obtenus dans les pays « émergents » comme la Chine (+ 32 % par rapport à 2012) et en Argentine, + 28,6 %.

Les gros capitalistes jouent au Monopoly mondial pour imposer toujours plus d'attaques aux travailleurs ici et là-bas. La riposte contre eux aussi sera mondiale.